

**REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE METEO-FRANCE
13 OCTOBRE 2023**

DECLARATION INTERSYNDICALE FO - CGT - SOLIDAIRES - CFDT

En ce 13 octobre, nous nous inscrivons dans les revendications portées ce jour dans le cadre de la mobilisation des salariés au niveau européen pour plus de solidarité, pour l'emploi, pour plus de justice sociale.

A Météo-France plus spécifiquement, à l'heure où l'établissement s'apprête à basculer dans une nouvelle organisation de sa chaîne de prévision, les personnels et les organisations syndicales font part de leur grande inquiétude quant à la maturité du système, au déficit de formation, à la qualité du service rendu, en un mot, au maintien de notre capacité à exercer notre mission de service public au même niveau.

Un mouvement de grève des prévisionnistes s'est déroulé durant le mois de septembre. Il a permis de déboucher sur un protocole d'accord qui limite la dégradation envisagée des rythmes de travail et ouvre de nouvelles perspectives de travail dans les régions. Il n'en reste pas moins que la bascule dans la nouvelle organisation est conduite avec un calendrier extrêmement serré, sans plan "B" réaliste. Or, à ce jour, les outils informatiques ne sont toujours pas aboutis, les formations sont insuffisantes et la définition précise des processus et priorités n'est toujours pas disponible.

Cette nouvelle organisation s'appuie en outre sur une automatisation d'une partie de la chaîne de prévision, source potentielle d'incohérences avec les productions expertisées, en particulier avec la Vigilance.

Outre les prévisionnistes, les collègues en charge de l'adaptation des productions, des développements, des infrastructures informatiques... se retrouvent également sous pression.

Cette situation est la conséquence de choix d'organisation, cadrés par des années de réduction de moyens, notamment en effectifs. Si nous notons avec soulagement une inversion de la tendance avec une légère augmentation prévue pour 2024, il faudra du temps et de la constance pour remettre l'établissement et ses personnels sur pied. Un indicateur des difficultés : actuellement, de l'ordre de 5% des postes de cet effectif passé au rabot ne sont pas pourvus, soit environ 150 postes.